

# LÉGISLATION SÉNÉGALAISE SUR LES MGF/EXCISION

;  
;

© 2018, RADI



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

*IDRC Grant/ Subvention du CRDI: 108103-001-Sexual abuse and access to justice for rural women in West Africa*



**R.A.D.I.**  
Réseau Africain pour le  
Développement Intégré

**A.N.I.D**  
African Network for  
Integrated Development

Villa 97 Ngor Virage en face SV CITY

BP : 12085 Dakar - Sénégal

[www.radi@orange.sn](mailto:www.radi@orange.sn); [www.radi-afrique.org](http://www.radi-afrique.org),

Tél : 33 33 33 860 76 98



**IDRC | CRDI**

International Development Research Centre  
Centre de recherches pour le développement international

**Canada**

Avec l'appui technique et financier de :

## Projet de Recherche-action « Violences sexuelles

et accès à la justice pour les femmes rurales d'Afrique de l'Ouest ».  
(Mauritanie et Sénégal), (2015-2018)



# Les violences sexuelles et leur sanction dans la législation au Sénégal

## Les Mutilations Génitales Femminines/ excision

Violence sexuelle	Qualification	Peine prévue	Références
Mutilations Génitales Femminines/- Excision	Fait de porter atteinte ou de tenter de porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital d'une personne de sexe féminin par ablation totale ou partielle d'un ou plusieurs de ses éléments, par infibulation, par insensibilisation ou par un autre moyen.	Emprisonnement de six mois à cinq ans. Lorsque les mutilations génitales auront entraîné la mort, la peine des travaux forcés à perpétuité sera toujours prononcée. Sera punie des mêmes peines toute personne qui aura, par des dons, promesses, influences, menaces, intimidation, abus d'autorité ou de pouvoir, provoqué ces mutilations sexuelles ou donné les instructions pour les commettre.	Article 299 bis du code pénal (loi n° 99 – 05 du 29 janvier 1999)